



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1994/848
19 juillet 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 14 JUILLET 1994, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

J'ai l'honneur de me référer au paragraphe 6 de la résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité en date du 25 mai 1993, par laquelle le Conseil a décidé que la décision relative au siège du Tribunal international serait subordonnée à la conclusion entre l'Organisation des Nations Unies et les Pays-Bas d'arrangements appropriés qui soient acceptables par le Conseil.

À la suite de négociations approfondies entre les représentants de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et les représentants de Aegon Nederland nv., les instruments concernant le siège du Tribunal et la location de ses locaux ont été paraphés. Je suis satisfait de la forme actuelle de ces instruments qui constituent des arrangements acceptables conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité.

Des exemplaires de l'Accord passé entre l'Organisation des Nations Unies et le Royaume des Pays-Bas concernant le siège du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (voir annexe), et l'accord de location de l'immeuble situé Churchillplein 1 à La Haye*, sont joints à la présente pour l'information du Conseil.

Je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer que le Conseil de sécurité a trouvé ces arrangements acceptables et décidé que le siège du Tribunal serait sis à La Haye.

(Signé) Boutros BOUTROS-GHALI

* Le texte de l'accord de location peut être consulté dans le bureau S-3520.

Annexe

PROTOCOLE DE DISCUSSIONS

Des délégations représentant le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et l'Organisation des Nations Unies se sont rencontrées à New York les 26 et 27 mai 1994 afin de discuter la conclusion d'un accord concernant le siège du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire.

Les délégations se sont entendues sur le texte d'un tel accord. Ce texte, paraphé par les Présidents des deux délégations, est joint au présent Protocole.

Pour le Gouvernement du Royaume
des Pays-Bas

Pour l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) J. D'ANSEMBOURG

(Signé) R. ZACKLIN

New York, le 27 mai 1994

ACCORD CONCLU ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS CONCERNANT LE SIÈGE DU
TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE POURSUIVRE LES
PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES DE VIOLATIONS GRAVES
DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMISES SUR LE
TERRITOIRE DE L'EX-YOUGOSLAVIE DEPUIS 1991

L'Organisation des Nations Unies et le Royaume des Pays-Bas,

Considérant que le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a décidé au paragraphe 1 de sa résolution 808 (1993) du 22 février 1993, entre autres, "la création d'un Tribunal international pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991",

Considérant que le Tribunal international a été établi comme un organe subsidiaire conformément à l'Article 29 de la Charte des Nations Unies,

Considérant que le Conseil de sécurité a décidé, entre autres, au paragraphe 6 de sa résolution 827 (1993) du 25 mai 1993 que "la décision relative au siège du Tribunal international est subordonnée à la conclusion entre l'Organisation des Nations Unies et les Pays-Bas d'arrangements appropriés qui soient acceptables par le Conseil",

Considérant que le Statut du Tribunal international dispose dans son article 31 que "le Tribunal international a son siège à La Haye",

Considérant que l'Organisation des Nations Unies et le Royaume des Pays-Bas souhaitent conclure un accord en vue de régler les questions découlant de l'établissement du Tribunal international dans le Royaume des Pays-Bas de manière à assurer le bon fonctionnement dudit Tribunal,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

DÉFINITIONS

Aux fins du présent Accord, les définitions ci-après sont retenues :

a) L'expression "le Tribunal" désigne le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées coupables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, qui a été établi par le Conseil de sécurité conformément à ses résolutions 808 (1993) et 827 (1993);

b) L'expression "les locaux du Tribunal" désigne les bâtiments, parties de bâtiment et zones, y compris les installations et aménagements, mis à la disposition du Tribunal et entretenus, occupés ou utilisés par celui-ci dans le pays hôte dans le cadre de l'exercice de ses fonctions et de la réalisation de ses objectifs;

/...

- c) L'expression "le pays hôte" désigne le Royaume des Pays-Bas;
- d) L'expression "le Gouvernement" désigne le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas;
- e) L'expression "l'Organisation des Nations Unies" désigne l'Organisation des Nations Unies, organisation gouvernementale internationale établie en vertu de la Charte des Nations Unies;
- f) L'expression "le Conseil de sécurité" désigne le Conseil de sécurité des Nations Unies;
- g) L'expression "le Secrétaire général" désigne le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;
- h) L'expression "les autorités compétentes" désigne les autorités nationales, provinciales, municipales et autres autorités compétentes conformément à la législation du pays hôte;
- i) L'expression "le Statut" désigne le Statut du Tribunal adopté par le Conseil de sécurité aux termes de sa résolution 827 (1993);
- j) L'expression "les juges" désigne les juges du Tribunal élus par l'Assemblée générale des Nations Unies conformément à l'article 13 du Statut;
- k) L'expression "le Président" désigne le Président du Tribunal tel qu'il est visé à l'article 14 du Statut;
- l) L'expression "le Procureur" désigne le Procureur du Tribunal nommé par le Conseil de sécurité conformément à l'article 16 du Statut;
- m) L'expression "le Greffier" désigne le Greffier du Tribunal nommé par le Secrétaire général conformément à l'article 17 du Statut;
- n) L'expression "les fonctionnaires du Tribunal" désigne les fonctionnaires du Cabinet du Procureur visés au paragraphe 5 de l'article 16 du Statut et les fonctionnaires du Greffe visés au paragraphe 4 de l'article 17 du Statut;
- o) L'expression "personnes accomplissant des missions pour le Tribunal" désigne des personnes accomplissant certaines missions pour le Tribunal dans le cadre de l'enquête ou des poursuites ou dans le cadre de la procédure de première instance ou d'appel;
- p) L'expression "les témoins" désigne les personnes visées comme telles dans le Statut;
- q) Le terme "experts" désigne les personnes invitées sur la demande du Tribunal, du Procureur, du prévenu ou de l'accusé à donner un avis en raison de leurs connaissances, de leurs compétences, de leur expérience ou de leur formation particulières;

r) Le terme "conseil" désigne une personne désignée comme telle dans le Statut;

s) L'expression "le suspect" désigne la personne visée comme telle dans le Statut;

t) L'expression "l'accusé" désigne la personne visée comme telle dans le Statut;

u) L'expression "la Convention générale" désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946, à laquelle le Royaume des Pays-Bas a adhéré le 19 avril 1948;

v) L'expression "la Convention de Vienne" désigne la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques faite à Vienne le 18 avril 1961, à laquelle le Royaume des Pays-Bas a adhéré le 7 septembre 1984;

w) L'expression "les règlements" désigne les règlements adoptés par le Tribunal conformément au paragraphe 3 de l'article VI du présent Accord.

Article II

OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD

Le présent Accord règle les questions ayant trait à l'établissement et au bon fonctionnement du Tribunal au Royaume des Pays-Bas ou qui en découlent.

Article III

PERSONNALITÉ JURIDIQUE DU TRIBUNAL

1. Le Tribunal est doté de tous les attributs de la personnalité juridique dans le pays hôte. Il a en particulier la capacité :

- a) De contracter;
- b) D'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles;
- c) D'ester en justice.

2. Aux fins du présent article, le Tribunal est représenté par le Greffier.

Article IV

APPLICATION DE LA CONVENTION GÉNÉRALE ET DES CONVENTIONS DE VIENNE

La Convention générale et les Conventions de Vienne s'appliquent mutatis mutandis au Tribunal, à ses biens, fonds et avoirs, aux locaux du Tribunal, aux juges, au Procureur et au Greffier, aux fonctionnaires du Tribunal et aux personnes accomplissant des missions pour le Tribunal.

Article V

INVIOLABILITÉ DES LOCAUX DU TRIBUNAL

1. Les locaux du Tribunal sont inviolables. Les autorités compétentes prennent toutes les mesures requises pour garantir que le Tribunal ne soit pas dépossédé de tout ou partie de ses locaux sans son consentement exprès. Les biens, fonds et avoirs du Tribunal, où qu'ils soient situés et quel que soit leur détenteur, ne peuvent faire l'objet de perquisition, saisie, réquisition, confiscation, expropriation et de toute autre forme d'ingérence du fait de mesures de caractère exécutif, administratif, judiciaire ou législatif.
2. Les autorités compétentes ne peuvent pénétrer dans les locaux du Tribunal pour y exercer des fonctions officielles qu'avec le consentement exprès ou sur la demande du Greffier ou d'un fonctionnaire désigné par lui. L'exécution des décisions de justice et la signification et l'exécution des actes de procédure, y compris la saisie de biens privés, ne peuvent avoir lieu dans les locaux du Tribunal qu'avec le consentement du Greffier et dans les conditions acceptées par lui.
3. En cas d'incendie ou autre urgence exigeant des mesures de protection rapides, ou si les autorités compétentes ont de bonnes raisons de croire qu'une telle urgence s'est produite ou est sur le point de se produire dans les locaux du Tribunal, le consentement du Greffier ou d'un fonctionnaire désigné par lui à toute entrée nécessaire dans les locaux du Tribunal est présumé si ni le Greffier ni le fonctionnaire désigné par lui ne peuvent être atteints en temps voulu.
4. Sous réserve des paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, les autorités compétentes prennent les mesures nécessaires pour protéger les locaux du Tribunal contre l'incendie ou toute autre urgence.
5. Le Tribunal peut expulser ou exclure des locaux du Tribunal toute personne pour violation de ses règlements.

Article VI

DROIT APPLICABLE ET AUTORITÉS COMPÉTENTES DANS LES LOCAUX DU TRIBUNAL

1. Les locaux du Tribunal sont sous le contrôle et l'autorité du Tribunal, conformément aux dispositions du présent Accord.
2. Sauf disposition contraire du présent Accord ou de la Convention générale, les lois et règlements du pays hôte sont applicables dans les locaux du Tribunal.
3. Le Tribunal a le droit d'édicter des règlements applicables dans ses locaux pour y créer les conditions nécessaires à tous égards au plein exercice de ses attributions. Le Tribunal informe sans retard les autorités compétentes des règlements qu'il a ainsi édictés conformément au présent paragraphe. Aucune disposition d'une loi ou d'un règlement du pays hôte n'est applicable dans les

/...

locaux du Tribunal, si elle est incompatible avec un règlement édicté par celui-ci.

4. Tout différend entre le Tribunal et le pays hôte sur la question de savoir si un règlement du Tribunal a été édicté conformément au présent article ou si une disposition d'une loi ou d'un règlement du pays hôte est incompatible avec un règlement édicté par le Tribunal conformément au présent article doit être rapidement réglé selon la procédure prévue au paragraphe 2 de l'article XXVIII du présent Accord. Jusqu'à la solution du différend, le règlement du Tribunal reste applicable, et la disposition de la loi ou du règlement du pays hôte considérée par le Tribunal comme incompatible avec son règlement est inapplicable dans les locaux du Tribunal.

Article VII

PROTECTION DES LOCAUX DU TRIBUNAL ET DE LEUR VOISINAGE

1. Les autorités compétentes font preuve de la diligence voulue pour assurer la sécurité et la protection du Tribunal et garantir que la tranquillité du Tribunal ne soit pas troublée par l'intrusion de personnes ou de groupes de personnes dans les locaux du Tribunal ou par des désordres dans leur voisinage immédiat et assurent aux locaux du Tribunal la protection nécessaire à cette fin.

2. Si une demande à cet effet leur est faite par le Président ou par le Greffier du Tribunal, les autorités compétentes fournissent les forces de police nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre public dans les locaux du Tribunal ou dans leur voisinage immédiat et pour en faire sortir toute personne.

Article VIII

FONDS, AVOIRS ET AUTRES BIENS

1. Le Tribunal, ses fonds, avoirs et autres biens, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction à tous égards, sauf dans la mesure où il y est expressément renoncé dans un cas particulier. Il est toutefois entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.

2. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers d'aucune sorte, le Tribunal :

a) Peut détenir et utiliser des fonds, de l'or ou des instruments négociables de toute nature et avoir des comptes dans n'importe quelle devise et convertir toute devise qu'il détient en toute autre devise;

b) Est libre de transférer ses fonds, son or ou ses devises d'un pays à un autre ou à l'intérieur du pays hôte, à l'Organisation des Nations Unies ou à tout autre organisme.

Article IX

INVOLABILITÉ DES ARCHIVES ET DE TOUS LES DOCUMENTS DU TRIBUNAL

Les archives du Tribunal, et en général tous les documents et matériaux mis à sa disposition, lui appartenant ou utilisés par lui, sont inviolables, où qu'ils se trouvent dans le pays hôte et quel que soit leur détenteur.

Article X

EXEMPTION D'IMPÔTS ET DE DROITS

1. Dans le cadre des fonctions officielles du Tribunal, le Tribunal, ses avoirs, revenus et autres biens sont exemptés de tout impôt direct, ce qui comprend, entre autres, l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le capital, l'impôt sur les sociétés et tous les impôts directs perçus par les autorités locales et provinciales.

2. Le Tribunal est exempté :

a) Sur demande, de la taxe sur les véhicules automobiles en ce qui concerne les véhicules utilisés pour ses activités officielles;

b) De la taxe sur les opérations de bourse, de la taxe sur les assurances, de l'impôt sur le capital et des droits de mutation sur les biens immobiliers;

c) De tous droits et taxes dans le cas des articles, y compris les publications et les véhicules automobiles, dont l'importation ou l'exportation par le Tribunal est nécessaire à l'exercice de ses activités officielles;

d) De la taxe à la valeur ajoutée perçue sur le prix d'achat de biens, y compris les véhicules à moteur ou services représentant une valeur importante et qui sont nécessaires à l'exercice de ses activités officielles. Les demandes d'exemption ne peuvent être présentées que pour les achats de biens et de services répétés ou portant sur une quantité importante;

e) Du montant de la taxe entrant dans le prix des boissons alcooliques, du tabac et des hydrocarbures tels que le fioul et le carburant automobile achetés par le Tribunal et nécessaires à l'exercice de ses activités officielles;

f) De la taxe sur les voitures privées pour le transport des personnes et motocyclettes (Belasting van personenauto's en motorrijwielen, BPM) en ce qui concerne les véhicules automobiles destinés à ses activités officielles.

3. Les exemptions prévues au paragraphe 2 d) et e) ci-dessus peuvent prendre la forme d'un remboursement. Les exemptions visées au paragraphe 2 ci-dessus sont appliquées conformément aux conditions prescrites par le pays hôte, lesquelles ne peuvent toutefois porter atteinte aux principes généraux énoncés dans le présent article.

4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux taxes et droits qui sont considérés comme des redevances afférentes à l'utilisation de services publics, dont le taux est fixe et dont le montant dépend de la quantité de services rendus, et qui peuvent être identifiés, décrits et détaillés avec précision.

5. Les biens acquis ou importés en vertu du paragraphe 2 ci-dessus ne seront pas vendus, cédés à titre de don ou autrement aliénés, sauf dans les conditions convenues avec le Gouvernement.

Article XI

COMMUNICATIONS

1. Le Tribunal bénéficie pour ses communications officielles d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé par le Gouvernement à toute mission diplomatique sur le plan de l'établissement et du fonctionnement, en ce qui concerne les priorités, tarifs et redevances pour le courrier, câblogrammes, télex, télécopies, téléphone et autres communications, ainsi que les tarifs pour les informations destinées à la presse et à la radio.

2. La correspondance et autres communications officielles du Tribunal ne peuvent être soumises à aucune censure de la part du Gouvernement. Cette protection contre la censure s'étend aux publications, aux échanges de données photographiques et informatisées, ainsi qu'aux autres formes de communication que le Tribunal pourrait utiliser. Le Tribunal a le droit de faire usage de codes et d'expédier et de recevoir de la correspondance et d'autres documents ou communications par courrier ou par valise scellée qui sont inviolables et bénéficient des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques.

3. Le Tribunal a le droit d'exploiter des installations de radiodiffusion et autres installations de télécommunications sur les fréquences attribuées à l'Organisation des Nations Unies et sur celles qui sont attribuées au Tribunal par le Gouvernement, entre les bureaux, installations, aménagements et moyens de transport du Tribunal, à l'intérieur et à l'extérieur du pays hôte, et en particulier avec la Cour internationale de Justice à La Haye, le Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, l'Office des Nations Unies à Vienne et l'Office des Nations Unies à Genève, ainsi que le territoire de l'ex-Yougoslavie.

4. Aux fins de la réalisation de ses objectifs, le Tribunal a le droit de publier librement et sans restriction sur le territoire du pays hôte en se conformant aux dispositions du présent Accord.

Article XII

SERVICES PUBLICS DESTINÉS AUX LOCAUX DU TRIBUNAL

1. Les autorités compétentes assurent, à des conditions équitables et sur la demande adressée par le Greffier ou au nom de celui-ci, la fourniture des services publics nécessaires au Tribunal, tels que, sans que cette énumération

/...

soit limitative, les services postaux, téléphoniques et télégraphiques, l'électricité, l'eau, le gaz, l'évacuation des eaux usées, l'enlèvement des ordures, les services de lutte contre l'incendie, les transports publics locaux et les services de voirie.

2. Lorsque l'électricité, l'eau, le gaz ou d'autres services visés au paragraphe 1 ci-dessus sont fournis au Tribunal par les autorités compétentes, ou lorsque le prix de ces fournitures est soumis à un contrôle, les tarifs de ces services ne peuvent pas dépasser les tarifs comparables les plus bas consentis aux services et organes essentiels du Gouvernement.

3. En cas de force majeure entraînant l'interruption complète ou partielle de la fourniture des services susvisés, le Tribunal bénéficie pour l'accomplissement de ses fonctions de la priorité assignée aux services et organes essentiels du Gouvernement.

4. Sur la demande des autorités compétentes, le Greffier, ou un fonctionnaire désigné par lui, prend les dispositions voulues pour que des représentants dûment habilités des services publics puissent inspecter, réparer, entretenir, reconstruire ou déplacer les installations des services publics, canalisations, conduites et égouts dans les locaux du Tribunal, d'une manière qui ne gêne pas outre mesure l'exercice des fonctions du Tribunal. Les autorités compétentes ne peuvent entreprendre des travaux souterrains sous les locaux du Tribunal qu'après avoir consulté le Greffier, ou un fonctionnaire désigné par lui, et d'une manière qui ne gêne pas l'exercice des fonctions du Tribunal.

Article XIII

DRAPEAU, EMBLÈME ET SIGNES DISTINCTIFS

Le Tribunal a le droit de placer son drapeau, son emblème et ses signes distinctifs sur les locaux du Tribunal et d'arborer son drapeau sur les véhicules utilisés à des fins officielles.

Article XIV

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES JUGES, DU PROCUREUR ET DU GREFFIER

1. Les juges, le Procureur et le Greffier bénéficient, ainsi que les membres de leurs familles qui ne font pas partie de leur ménage et qui n'ont pas la nationalité néerlandaise ou leur résidence permanente dans le pays hôte, des privilèges et immunités, exemptions et facilités accordés aux agents diplomatiques conformément au droit international et, en particulier, au titre de la Convention générale et de la Convention de Vienne. Ils jouissent, entre autres :

a) De l'inviolabilité de leur personne, ce qui comprend le droit de n'être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention;

b) De l'immunité de la juridiction pénale, civile et administrative conformément à la Convention de Vienne;

/...

c) De l'inviolabilité de tous les papiers et documents;

d) De l'exemption de toute restriction à l'immigration, des formalités d'immatriculation applicables aux étrangers et des obligations relatives au service national;

e) Des mêmes facilités en ce qui concerne les restrictions en matière de devises ou de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

f) Des mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques.

2. Si le Tribunal établit un système prévoyant le versement de pensions et des prestations périodiques aux anciens juges, procureurs et greffiers et aux personnes qui sont à leur charge, l'exemption de l'impôt sur le revenu perçu dans le pays hôte ne s'applique pas à de telles pensions et prestations périodiques.

3. Les privilèges et immunités sont accordés aux juges, au Procureur et au Greffier dans l'intérêt du Tribunal et non à l'avantage personnel des bénéficiaires. Le droit et le devoir de lever l'immunité dans tous les cas où elle peut l'être sans nuire au but pour lequel elle est accordée appartiennent, en ce qui concerne les juges, au Tribunal conformément à son règlement; en ce qui concerne le Procureur et le Greffier, au Secrétaire général en consultation avec le Président.

Article XV

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES FONCTIONNAIRES DU TRIBUNAL

1. Les fonctionnaires du Tribunal bénéficient, sans égard à leur nationalité, des privilèges et immunités prévus aux articles V et VII de la Convention générale. Ils jouissent, entre autres :

a) De l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits). Pareille immunité continue de leur être accordée après la fin de leur engagement au service du Tribunal;

b) De l'exonération de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par le Tribunal;

c) De l'exemption de toute obligation relative au service national;

d) De l'exemption, pour eux et pour les membres de leurs familles faisant partie de leur ménage, des restrictions à l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers;

e) Des mêmes privilèges, en ce qui concerne les facilités de change, que ceux accordés aux fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques établies dans le pays hôte;

/...

f) Des mêmes facilités de rapatriement, pour eux-mêmes ainsi que pour les membres de leurs familles faisant partie de leur ménage, que celles accordées aux agents diplomatiques en période de crise internationale;

g) Du droit d'importer en franchise de droits et de taxes, sauf les paiements faits au titre de services rendus, leur mobilier et leurs effets à l'occasion de la première prise de fonctions dans le pays hôte.

2. Les fonctionnaires de la classe P-5 et de rang supérieur recrutés sur le plan international qui n'ont pas la nationalité néerlandaise ou la qualité de résident permanent dans le pays hôte, ainsi que les membres de leurs familles faisant partie de leur ménage qui n'ont pas la nationalité néerlandaise ou la qualité de résident permanent dans le pays hôte bénéficient des mêmes privilèges, immunités et facilités que celles accordées aux fonctionnaires de rang comparable attachés aux missions diplomatiques accréditées auprès du Gouvernement.

3. Les fonctionnaires recrutés sur le plan international sont également habilités, lorsqu'ils cessent d'exercer leurs fonctions dans le pays hôte, à exporter sans avoir à acquitter de droits ni de taxes leur mobilier et leurs effets personnels, y compris les véhicules automobiles.

4. Si le Tribunal établit un système prévoyant le versement de pensions et des prestations annuelles aux anciens fonctionnaires du Tribunal et aux personnes qui sont à leur charge, l'exemption de l'impôt sur le revenu dans le pays hôte ne s'applique pas à de telles pensions et prestations annuelles.

5. Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires du Tribunal dans l'intérêt du Tribunal et non à leur avantage personnel. Le droit et le devoir de lever l'immunité dans tout cas particulier où elle peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée appartiennent au Secrétaire général.

6. Les droits énoncés aux paragraphes 1 g) et 3 ci-dessus doivent être exercés conformément aux conditions posées par le pays hôte. Toutefois, ces conditions ne peuvent porter atteinte aux principes généraux énoncés dans le présent article.

Article XVI

PERSONNEL RECRUTÉ SUR LE PLAN LOCAL ET PAYÉ À L'HEURE

Le personnel recruté par le Tribunal sur le plan local et payé à l'heure jouit de l'immunité de juridiction pour les actes qu'il accomplit en sa qualité officielle pour le Tribunal (y compris ses paroles et écrits), même après que son engagement au service du Tribunal a pris fin. Il bénéficie également de toutes autres facilités qui peuvent être nécessaires pour garantir son indépendance dans l'exercice de ses fonctions au service du Tribunal. Les clauses et conditions régissant son emploi doivent être conformes aux résolutions, décisions, règlements, règles et politiques pertinents de l'Organisation des Nations Unies.

Article XVII

PERSONNES ACCOMPLISSANT DES MISSIONS POUR LE TRIBUNAL

1. Les personnes accomplissant des missions pour le Tribunal jouissent des privilèges, immunités et facilités prévus aux articles VI et VII de la Convention générale qui sont nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions au service du Tribunal.
2. Le droit et le devoir de lever l'immunité visée au paragraphe 1 ci-dessus dans tous les cas particuliers où elle peut être levée sans compromettre la bonne administration de la justice par le Tribunal et sans nuire au but pour lequel elle est accordée appartiennent au Président du Tribunal.

Article XVIII

TÉMOINS ET EXPERTS COMPARAISSANT DEVANT LE TRIBUNAL

1. Sans préjudice de l'obligation qu'a le pays hôte d'accéder à toute demande d'assistance ou de se conformer à toute ordonnance émanant du Tribunal en vertu de l'article 29 du Statut de celui-ci, les témoins et experts résidant en dehors du pays hôte et comparaissant sur l'ordre ou sur la demande du Tribunal ou du Procureur ne peuvent être poursuivis ou détenus ou soumis à quelle que forme de restriction que ce soit à leur liberté par les autorités du pays hôte en ce qui concerne les actes posés ou les opinions émises antérieurement à leur entrée sur le territoire du pays hôte.
2. L'immunité visée au paragraphe 1 ci-dessus cesse lorsque le témoin ou l'expert, qui ont eu l'occasion de quitter le territoire du pays hôte pendant une période de 15 jours consécutifs à compter du moment où leur présence n'était plus requise par le Tribunal ou le Procureur, y sont néanmoins demeurés, ou qui, ayant quitté le territoire du pays hôte, y sont revenus, à moins que leur retour fasse suite à une autre convocation ou demande du Tribunal ou du Procureur.
3. Les témoins et experts visés au paragraphe 1 ci-dessus ne peuvent faire l'objet de la part du pays hôte d'aucune mesure qui puisse compromettre l'exercice libre et indépendant de leurs fonctions au service du Tribunal.

Article XIX

LE CONSEIL

1. Le conseil d'un suspect ou d'un accusé qui a été admis comme tel par le Tribunal ne peut faire l'objet de la part du pays hôte d'aucune mesure qui puisse compromettre l'exercice libre et indépendant de ses fonctions au titre du Statut.
2. En particulier, le conseil bénéficie, sur production d'un certificat établissant qu'il a été admis comme conseil par le Tribunal :
 - a) De l'exemption de toute mesure restrictive relative à l'immigration;

/...

b) De l'inviolabilité de tous les documents ayant trait à l'exercice de ses fonctions comme conseil d'un suspect ou d'un accusé;

c) De l'immunité de la juridiction criminelle et civile en ce qui concerne les actes accomplis par lui en qualité de conseil (y compris ses paroles et écrits), même après qu'il a cessé d'exercer ses fonctions de conseil d'un suspect ou accusé.

3. Le présent article ne porte pas préjudice aux règles disciplinaires auxquelles le conseil peut être soumis.

4. Le droit et le devoir de lever l'immunité visée au paragraphe 2 ci-dessus dans tous les cas particuliers où elle peut être levée sans compromettre la bonne administration de la justice par le Tribunal et sans nuire au but pour lequel elle est accordée appartiennent au Secrétaire général.

Article XX

LE SUSPECT OU L'ACCUSÉ

1. Le pays hôte ne peut exercer sa juridiction criminelle sur des personnes présentes sur son territoire qui doivent être ou ont été amenées en qualité de suspect ou d'accusé dans les locaux du Tribunal suite à une demande ou à une ordonnance du Tribunal, en ce qui concerne les actes, omissions ou opinions antérieurs à leur entrée sur le territoire du pays hôte.

2. L'immunité visée au présent article cesse lorsqu'une personne, qui a été acquittée ou autrement relâchée par le Tribunal et qui a eu l'occasion de quitter le territoire du pays hôte pendant une période de 15 jours consécutifs à compter du moment où elle a été remise en liberté, y est néanmoins demeurée, ou qui, l'ayant quitté, y est revenue.

Article XXI

COOPÉRATION AVEC LES AUTORITÉS COMPÉTENTES

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes bénéficiant de tels privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements du pays hôte. Elles ont également l'obligation de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures du pays hôte.

2. Le Tribunal collabore, à tout moment, avec les autorités compétentes en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer le respect des règlements de police et d'empêcher tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités accordés au titre du présent Accord.

3. Le Tribunal respecte toutes les consignes de sécurité convenues avec le pays hôte ou édictées, en coordination avec le Service de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, par les autorités compétentes responsables de la sécurité dans l'établissement pénitentiaire du pays hôte situé dans la zone où le Tribunal peut ordonner une détention, ainsi que toutes les consignes

émanant des autorités compétentes responsables des règlements de lutte contre l'incendie.

Article XXII

NOTIFICATION

1. Le Greffier communiquera au Gouvernement les noms et catégories des personnes visées dans le présent Accord, notamment les juges, les membres du Bureau du Procureur, les fonctionnaires du Tribunal, les personnes s'acquittant de missions pour le compte du Tribunal, les conseils admis par le Tribunal, les témoins et les experts cités devant le Tribunal ou le Procureur, et lui notifiera tout changement concernant le statut desdites personnes.

2. Le Greffier communiquera également au Gouvernement les nom et qualité de tout fonctionnaire du Tribunal ayant le droit de porter une arme dans les locaux du Tribunal ainsi que la désignation, le type, le calibre et le numéro de série de l'arme ou des armes à la disposition dudit fonctionnaire.

Article XXIII

ENTRÉE, SORTIE ET DÉPLACEMENTS DANS LE PAYS HÔTE

Toutes les personnes visées aux articles XIV, XV, XVII, XVIII et XIX du présent Accord, dont le Greffier aura communiqué les noms et qualités au Gouvernement, auront le droit d'entrer dans le territoire du pays hôte, d'en sortir et de s'y déplacer en toute liberté, selon qu'il conviendra, et aux fins du Tribunal. Des facilités de voyage rapide leur seront accordées. Les visas, autorisations d'entrée ou licences, s'il en est exigé, seront accordés gratuitement et aussi rapidement que possible. Des facilités analogues seront accordées aux personnes accompagnant les témoins dont le Greffier aura communiqué les noms et qualités au Gouvernement.

Article XXIV

LAISSEZ-PASSER ET CERTIFICAT DES NATIONS UNIES

1. Le Gouvernement reconnaîtra et acceptera comme titre de voyage valable le laissez-passer des Nations Unies.

2. Conformément aux dispositions de la section 26 de la Convention générale, le Gouvernement reconnaîtra et acceptera les certificats des Nations Unies délivrés aux personnes voyageant pour le compte du Tribunal. Le Gouvernement acceptera de délivrer tout visa nécessaire sur ces certificats.

Article XXV

CARTES D'IDENTITÉ

1. À la demande du Tribunal, le Gouvernement délivrera aux personnes visées aux articles XIV, XV, XVIII, XIX et XX du présent Accord une carte d'identité attestant leur statut en vertu du présent Accord.

/...

2. Le Service de sécurité du Tribunal tiendra dans ses dossiers des photographies et autres renseignements pertinents concernant les suspects et personnes accusées visées à l'article XXI.

Article XXVI

SÉCURITÉ ET PROTECTION DES PERSONNES VISÉES DANS LE PRÉSENT ACCORD

Les autorités compétentes prendront les mesures efficaces qui pourraient être nécessaires pour garantir la sécurité et la protection des personnes visées dans le présent Accord et le bon fonctionnement du Tribunal en l'absence de toute entrave.

Article XXVII

SÉCURITÉ SOCIALE ET CAISSE DE PENSIONS

1. Les fonctionnaires du Tribunal seront régis par le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et participeront à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies s'ils sont nommés pour une durée de six mois au moins. Ils seront de ce fait exonérés de toutes les contributions obligatoires au régime de sécurité sociale des Pays-Bas. En conséquence, ils ne seront pas couverts contre les risques visés par la réglementation néerlandaise relative à la sécurité sociale.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus s'appliqueront mutatis mutandis aux membres de la famille des personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus qui sont à leur charge à moins que ceux-ci n'aient le statut d'employé ou d'employé indépendant dans le pays hôte ou ne reçoivent des prestations de la sécurité sociale néerlandaise.

Article XXVIII

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Le Tribunal prendra les dispositions voulues en vue du règlement satisfaisant :

a) Des différends résultant de contrats et autres différends de droit privé auxquels le Tribunal est partie;

b) Des différends mettant en cause un fonctionnaire du Tribunal qui, à raison de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée.

2. Tout différend entre les parties portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord ou des règlements du Tribunal, qui ne peut être réglé à l'amiable, sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie au différend, à un tribunal arbitral composé de trois membres. Chaque partie choisira un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés en désigneront un troisième comme président. Si l'une des parties au différend n'a pas désigné un

/...

arbitre dans les deux mois après que la partie adverse l'y aura invitée, cette dernière pourra demander au Président de la Cour internationale de Justice de procéder à cette nomination. Les parties conviendront d'un compromis définissant l'objet du différend. Faute pour elles de convenir de ce compromis dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elles auront demandé un arbitrage, le différend pourra être porté devant le Tribunal arbitral, à la requête de l'une ou l'autre partie. À moins que les parties n'en décident autrement, le Tribunal arbitral définira sa propre procédure. Il statuera à la majorité en se fondant sur les règles de droit international applicables. En l'absence de telles règles, il statuera ex aequo et bono. La décision sera définitive et s'imposera aux parties au différend, même si elle est rendue par défaut de l'une ou l'autre partie au différend.

Article XXIX

DISPOSITIONS FINALES

1. Les dispositions du présent Accord complètent celles de la Convention générale et de la Convention de Vienne, cette dernière convention uniquement dans la seule mesure où elle a trait aux privilèges, immunités et facilités diplomatiques accordés aux catégories de personnes visées dans le présent Accord. Si une disposition du présent Accord et une disposition de la Convention générale et de la Convention de Vienne ont trait à la même question, les deux dispositions s'appliqueront toutes deux sans que l'une d'elles ne puisse limiter les effets de l'autre.
2. Le présent Accord pourra être modifié par consentement mutuel à tout moment à la demande de l'une ou l'autre partie.
3. Le présent Accord cessera d'être en vigueur si le siège du Tribunal est transféré hors du territoire du pays hôte ou si le Tribunal est dissous, exception faite toutefois de celles qui seraient nécessaires pour la terminaison régulière des activités du Tribunal à son siège dans le pays hôte et pour la liquidation de ses biens qui s'y trouvent, ainsi que de celles qui garantissent l'immunité de juridiction totale à raison des paroles prononcées ou écrites et des actes accomplis en qualité officielle, même après la cessation de service auprès du Tribunal.
4. Les dispositions du présent Accord s'appliqueront provisoirement à compter de la date de sa signature.
5. Le présent Accord entrera en vigueur après que les deux parties se seront notifiées l'une à l'autre par écrit que les formalités constitutionnelles requises pour son entrée en vigueur ont été remplies.
6. Pour le Royaume des Pays-Bas, le présent Accord s'appliquera uniquement à la partie du Royaume qui se trouve en Europe.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à _____ le _____ 1994, en double
exemplaire en langue anglaise.

Pour le Gouvernement du Royaume
des Pays-Bas

Pour l'Organisation des
Nations Unies

PROJET DE LETTRE ADRESSÉE PAR LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS
À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Monsieur le Secrétaire général,

À l'occasion de la signature de l'Accord conclu entre le Royaume des Pays-Bas et l'Organisation des Nations Unies concernant le siège du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, j'ai l'honneur de me référer aux discussions qui ont eu lieu entre les représentants du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et les représentants de l'Organisation des Nations Unies au sujet de l'interprétation et de l'application de certaines des dispositions de l'Accord.

Au nom du Gouvernement néerlandais, je confirme l'interprétation explicitée ci-après.

Selon l'interprétation des parties, aucun des règlements édictés par le Tribunal en vertu du pouvoir qui lui est conféré par le paragraphe 3 de l'article VI de l'Accord ne peut traiter d'aucune question relative au traitement du suspect, de l'accusé ou de toute autre personne détenue dans les locaux du Tribunal, ces questions relevant de la compétence du Tribunal au titre de l'article XV du Statut du Tribunal adopté par le Conseil de sécurité dans sa résolution 827 (1993) du 25 mai 1993.

Selon l'interprétation des parties, les exemptions, droits et avantages visés au paragraphe 2 de l'article X et aux paragraphes 1 g) et 3 de l'article XV sont accordés conformément aux conditions énoncées par le pays hôte, lesquelles ne peuvent cependant avoir pour effet de priver le Tribunal ou ses fonctionnaires de ces exemptions, droits et avantages ou d'en restreindre l'étendue en aucune façon.

En ce qui concerne le paragraphe 1 g), il est entendu que l'expression "mobilier et effets" inclut les véhicules automobiles.

Toujours selon l'interprétation des parties, tous les véhicules automobiles officiels du Tribunal doivent être couverts par une assurance responsabilité appropriée et il doit être enjoint à tous les fonctionnaires du Tribunal et personnes accomplissant des missions qui possèdent ou conduisent des véhicules automobiles de contracter aux Pays-Bas une assurance responsabilité civile appropriée.

Selon l'interprétation des parties, les autorités compétentes s'abstiennent, sur demande du Tribunal, d'empêcher les personnes visées à l'article XX de l'Accord d'entrer sur son territoire, de quitter celui-ci ou de se déplacer à l'intérieur de ses frontières.

Je vous serais obligé de bien vouloir confirmer que l'Organisation des Nations Unies souscrit à cette interprétation.

/...

PROJET DE LETTRE ADRESSÉE AU GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS
PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1994, dans laquelle vous confirmez l'interprétation de votre gouvernement concernant l'interprétation et l'application de certaines des dispositions de l'Accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et le Royaume des Pays-Bas à propos du siège du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de graves violations du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

Suite à la demande que vous avez formulée, je tiens à confirmer au nom de l'Organisation des Nations Unies que l'interprétation dont il est rendu compte dans votre lettre susvisée correspond pleinement aux vues de l'Organisation sur le sujet.
